

Fiche opérationnelle de conduite des travaux :

Opérations de gestion sédimentaire des cours d'eau du bassin versant des Dranses - Est lémanique

Annexe n°3

à la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI,

en référence aux items 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du code de l'environnement,

entre

la Communauté de Communes du Haut-Chablais (CCHC)

et

le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC)

Préambule :

Conformément aux articles 1 et 2 de la convention de délégation entre l'autorité délégante et le délégataire, la présente fiche annexe de conduite des travaux précise :

- le contenu technique de l'opération (nature et composantes des travaux, caractéristiques et implantations ...)
- l'estimation des coûts, avec répartition éventuelle entre EPCI-FP ou membre du groupement de commande,
- les taux de subventionnements attendus ou estimés,
- le taux de tolérance consentie par l'autorité délégante vis-à-vis des coûts estimatifs validés,
- le planning de réalisation des travaux ainsi que la programmation prévisionnel des flux financiers entre les parties,
- les modalités de portage de la trésorerie,
- les modalités d'association des représentants de l'autorité délégante aux réunions de chantier et opérations de réception.

Intitulé de l'action (réf. C Riv)		coût estimé (€ H.T.) lors de l'établissement de la convention de délégation	coût estimé (€ H.T.) lors de l'établissement de la présente fiche annexe de conduite de travaux
Références GeMAPI			
GEMAPI item 2	Action B1-4 Opérations de gestion sédimentaire des cours d'eau	A déterminer*	80 000 €**

* : prévus à l'origine sur 5 ans

** : prévus sur 2 ans (2023 – 2024)

1. Cadre et objectifs de l'opération

1.1 Contexte de l'opération

Entre 2012 et 2014, dans le cadre des études préalables au Contrat (étude hydromorphologique), le cabinet BURGEAP a réalisé un état des lieux du transport solide et de l'équilibre sédimentaire des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique. Cet état des lieux a servi de base à l'élaboration d'un plan pluriannuel de gestion sédimentaire du bassin versant.

Le bassin versant des Dranses est globalement déficitaire sur l'ensemble du territoire. Ce constat généralisé est imputable à des processus aux cinétiques et aux origines bien différentes qui influent sur l'équilibre dynamique des cours d'eau.

Il existe un mécanisme sur le long terme de tarissement des apports attribuable aux forçages externes (climat, effet de la reforestation sur le régime des crues et le taux d'érosion des versants ...). Ceci se traduit par un changement morphologique vers un style fluvial plus chenalisé.

Les interventions humaines engendrent des changements beaucoup plus rapides de la morphologie des cours d'eau par la fixation du lit : construction d'ouvrages pour diverses raisons (implantation d'activités et d'habitations, protection contre les risques, exploitation des cours d'eau, retenues piégeant la charge solide grossière...).

Morphologiquement, les manifestations du déficit sédimentaire et de la réduction de la bande active des cours d'eau se traduisent par le changement de style fluvial du tressage à l'anastomose.

A l'opposé de cette dynamique déficitaire, des événements hydrologiques exceptionnels rechargent le bassin versant sous forme de pulses de matériaux (crues chargées) provoquant des exhaussements et d'importantes accumulations de sédiments. Ce sont des phénomènes naturels de la vie d'un cours d'eau, or la présence d'enjeux parfois trop proches de la rivière est génératrice de situation à risques même sur des occurrences d'événements hydrologiques relativement basses (cas du cours d'eau traversant un centre de village par exemple).

Le bassin versant des Dranses possède des tronçons particulièrement morphogènes qu'il faut surveiller au regard des enjeux alentours. Certains secteurs nécessitent d'intervenir de manière préventive ou curative. Plusieurs crues et événements météorologiques majeurs sont également survenus ses dernières années (mai 2015, janvier 2018, juin-août 2021...), déstabilisant les profils en long des cours d'eau et l'équilibre sédimentaire du bassin versant.

Compte tenu de la stratégie d'organisation territoriale validée en 2019, il a été délégué au SIAC par les collectivités intercommunales (EPCI-FP) du Chablais une partie de la compétence opérationnelle « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (conventions de délégation GeMAPI) dont la gestion sédimentaire sur les principaux cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Aujourd'hui, il s'agit d'intervenir par des opérations d'entretien des lits des cours d'eau par une gestion sédimentaire appropriée au contexte en tenant compte des priorités identifiées sur le terrain, mais aussi des choix stratégiques des collectivités (EPCI-FP et SIAC) en matière de budget à consacrer et des urgences à traiter en fonction des enjeux concernés.

1.2 Cadre de l'opération à exécuter : mise en œuvre des travaux du plan de gestion sédimentaire

Dans le cadre du contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique, les travaux à mettre en œuvre ont préalablement été déterminés par le plan pluriannuel d'entretien des sédiments du bassin versant au titre de l'Article L.215-15 du code de l'Environnement "opérations groupées d'entretien régulier".

Pour rappel, l'article L215-15 du code de l'environnement définit ces opérations :

« Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Ce plan de gestion est approuvé par l'autorité administrative ».

- Site BRV3 : Brevon au Pont des Aix (site de scarification, site d'entretien) : Attention, par rapport à la description et aux plans fournis en annexe, le linéaire du site a été réduit de moitié. La moitié aval a été conservée.
- Site BRV4 : Brevon - Aval barrage de la Perrière (site de réinjection, si nécessaire)
- Site BDR1 : Dranses à Bioge (site de réinjection, si nécessaire)
- Site DMZ8 : Dranse de Morzine à l'amont et à l'aval de la confluence avec la Dranse de Montriond (site de scarification)

Les priorités seront adaptées par le maître d'ouvrage qui déclenchera par un bon de commande les opérations sur un site en fonction des besoins, des évolutions et des urgences constatées sur le terrain (en cas de crues une intervention pourra avoir lieu sur tout site du bassin versant même s'il n'est pas listé dans les sites précités).

Fiches descriptives des sites

Pour chacun des sites, une fiche action descriptive a été réalisée préalablement dans le plan de gestion, en précisant :

- Le type d'intervention retenu (curage, recharge, griffage de bancs, arasement et régalinge de matériaux...) ;
- Les modalités d'intervention (déclenchement, suivi des paramètres...) ;
- Le protocole d'interventions ciblées.
- Le suivi à réaliser (identification des repères à suivre et type de topographie à effectuer + fréquence...)

(Cf. : fiches actions plan de gestion sédimentaire)

Fiches de travaux

Cette fiche d'action descriptive du plan de gestion sera précisée par une fiche de travaux à la suite d'une visite du site commune de l'entreprise et du maître d'ouvrage. Lors de cette visite, le maître d'ouvrage expliquera la nature des travaux, les objectifs à atteindre et les accès à utiliser. A la suite de cette visite, l'entreprise établira des documents d'exécution des travaux (plans, quantités, analyses des matériaux si extraction ...).

Le maître d'ouvrage intégrera les éléments d'exécution de l'entreprise dans la fiche travaux. La fiche travaux établie par le maître d'ouvrage comportera également les données écologiques du milieu à prendre en compte (frayères ...).

Le déclenchement des interventions sur ces sites fera l'objet d'une validation, par l'administration compétente, de la fiche de travaux.

2. Consistance des travaux

2.1 Nature des travaux

Il s'agit de réaliser des prestations de gestion sédimentaire dans le lit mineur des cours d'eau. Pour cela, différentes actions sont à prévoir :

- Des actions préalables de relevés et de suivis topographiques (Lidar et relevés terrestres) ;
- des actions dites curatives d'extraction, de réinjection ou de déplacement in-situ des matériaux sédimentaires ;
- des actions dites préventives de remobilisation des bancs fixés ou en cours d'immobilisation par la végétation en développement.

Les actions préventives de remobilisation sont à privilégier sur les actions curatives (extraction) étant donné la forte dynamique et le fort potentiel de transport solide des cours d'eau. Les travaux de curage des cours d'eau de conserver un degré de liberté important dans leur potentialité d'évolution.

Les travaux seront exécutés dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande et conformément aux indications :

- Du Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Des marquages spécifiques sur les sites (effectués lors des réunions de chantiers) ;
- Des détails quantitatifs relevant de chaque bon de commande.

Les prestations décrites dans le CCTP couvrent la réalisation de travaux qui concernent le curage des lits des cours d'eau, la mobilisation des matériaux, leur transfert, leur réinjection et/ou remobilisation afin d'assurer la continuité du transit sédimentaire indispensable au bon équilibre des cours d'eau tout en limitant les risques de débordements dans les secteurs à enjeu.

Le marché prévoit éventuellement l'achat par le titulaire, des matériaux excédentaires non réutilisés et/ou non réinjectés en rivière (uniquement les matériaux excédentaires et par décision du SIAC).

2.2 Descriptif des travaux à réaliser

Les opérations à réaliser sont de quatre types :

- Travaux de remobilisation : comprenant l'essartement de la végétation, le griffage, hersage, ouverture d'encoches pour favoriser la mobilité des bancs et la reprise des matériaux lors des crues ;
- Travaux de déplacement de matériaux in situ (nivellement et régalinge des matériaux) : transfert de sédiments sur le même site (chaque site étant défini par une emprise de travaux de quelques dizaines à quelques centaines de mètres) ;
- Travaux d'extraction de matériaux : enlèvement des matériaux du lit mineur (curage) afin de les évacuer prioritairement sur un autre site afin d'être réinjectés dans le cours d'eau et si la réinjection n'est pas possible (matériaux contaminés ...) possibilités d'autres gestion des sédiments (stockage, sites de traitement appropriés...) ;
- Travaux de réinjection : remise des sédiments dans le cours d'eau sur des sites pré-identifiés selon des modalités et des méthodes définies préalablement (les matériaux ont été extraits d'un site et transférés sur un autre site pour être réinjectés).

Ces travaux incluent également les prestations relatives aux travaux préparatoires (accès...), aux installations spécifiques de chantiers (zones de stockage, de signalisation...) et la remise en état des sites.

Ces travaux peuvent aussi porter sur des interventions d'urgence en cas de crue exceptionnelle.

A la suite de la visite du site par l'entrepreneur et le maître d'ouvrage, une fiche de travaux sera établie. Celle-ci indiquera précisément les opérations prévues, les quantités (volumes, surfaces, linéaires, accès...) et le devenir des matériaux en cas d'extraction d'excédents et d'exportation.

L'intervention sera déclenchée par un bon de commande après validation de la fiche travaux du site concerné.

3. Mission du SIAC

3.1 Contenu de la mission d'animation, de pilotage et de coordination

Le SIAC a en charge :

- L'animation nécessaire à la mise en œuvre des travaux : organisation et animation des réunions de chantier en lien avec l'entreprise et l'EPCI-FP et pilotage des opérations.
- La conduite des démarches réglementaires pour l'autorisation/déclaration des travaux.

- La gestion administrative et financière du projet de travaux demandes de subvention.
- La coordination avec les différents acteurs concernés et prestataires en lien avec les travaux (concertation avec les riverains et acteurs concernés par les travaux).

Préalablement, l'EPCI-FP aura validé les sites à traiter définis par le SIAC ou dans le cadre des urgences à mener. Le SIAC accompagnera techniquement l'EPCI-FP dans ces démarches de sélection des opérations urgentes à réaliser. La décision des chantiers à réaliser appartient exclusivement à l'EPCI-FP qui déclenchera le chantier à mener par le SIAC au nom et pour le compte de l'EPCI-FP en fonction des urgences et priorités déterminées.

3.2 Suivi du chantier

Les chantiers seront suivis par le personnel du SIAC, maître d'ouvrage des travaux.

Le maître d'ouvrage procédera à tout moment à des contrôles afin de vérifier le bon déroulement des travaux et le respect du Cahier des Charges Techniques Particulières.

Le maître d'ouvrage devra être informé de l'avancement du chantier. Si une modification du calendrier devait être faite à la dernière minute, l'entrepreneur devrait en informer l'agent du SIAC en charge du suivi des travaux dans les délais les plus brefs.

Au-delà des préconisations techniques qui devront être appliquées avec rigueur dans la conduite du chantier, la bonne exécution des travaux reste conditionnée par une parfaite connaissance du milieu et de son fonctionnement de la part du chef de chantier, et le fait que celui-ci devra avoir en permanence le souci d'induire un minimum de perturbations sur le milieu par l'utilisation de « méthodes douces », une intervention raisonnée et réversible.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de stopper les travaux si ceux-ci ne répondent pas aux exigences demandées et pour raisons climatiques.

Le lancement du chantier sera précédé par une visite de chaque site avec l'entreprise au cours de laquelle il lui sera indiqué avec précision le type d'intervention prévu. Les marquages seront alors réalisés (si besoin).

Réunions de chantiers

Pour chaque site de travaux 2 réunions minimum, sur site, seront organisées de manière obligatoire entre l'entreprise et le maître d'ouvrage :

- 1 avant le démarrage des travaux,
- 1 au moment de la réception des travaux.

Seront également invités le cas échéant à participer à ces réunions :

- les maires des communes concernées ou leurs représentants,
- des représentants de l'EPCI-FP membre du SIAC dont le territoire est concerné par les travaux,
- les services chargés de la police de l'eau de la DDT74 et de l'OFB (si nécessaire),
- les propriétaires des parcelles sur lesquelles se réalisent les travaux (si nécessaire).

Lors de la réunion préalable aux travaux, les dispositions précises concernant la réalisation des travaux seront présentées par le maître d'ouvrage et discutées avec le prestataire, il sera notamment précisé à cette occasion :

- lieux exacts des travaux et les limites d'interventions,
- accès aux chantiers, (zones d'évolution et de parking des véhicules, zones de passage),
- élaboration du bon de commande avant son édition et sa notification pour exécution,
- descriptif et modalités d'exécution des travaux,
- devenir des matériaux sédimentaires (terreux, alluvionnaires...) et lieu de stockage ou de dépôt.

Le marquage des espèces invasives et des espèces à protéger, sera réalisé si cela est jugé nécessaire.

Au moins une personne de l'entreprise participant à cette réunion devra être présente tout au long des travaux concernés, afin de faire appliquer toutes les consignes à l'ensemble des membres de l'équipe.

Plus spécifiquement, selon la nature des travaux à réaliser, les éléments cartographiés sur un plan détaillé :

- les secteurs de mise en œuvre...,
- les zones de stockage,
- les accès à utiliser.

L'entreprise sera tenue de se conformer aux recommandations du maître d'ouvrage (écrites, verbales ou suivant le marquage qui pourra être réalisé). Les réunions de chantier auront lieu sur le site concerné par les travaux.

3.3 Partenaires à associer

Relation et réunion entre le maître d'ouvrage et le prestataire

L'entrepreneur devra se tenir à la disposition du maître d'ouvrage durant toute la durée de la mission, pour recueillir sur place tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin pour le bon déroulement des travaux.

Toute demande de modification de la nature des travaux prévus, sera présentée par l'entrepreneur au maître d'ouvrage. Seul ce dernier pourra donner son accord à cette modification de programme.

L'entrepreneur ne peut en aucun cas engager les travaux prévus par la modification de leur nature avant réception de l'avis favorable du maître d'ouvrage.

Les consignes relatives à la conduite du chantier seront données par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur rendra compte au maître d'ouvrage des difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux prescrits.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les travaux de sa propre initiative, ou sur proposition de l'entrepreneur, en fonction de la situation rencontrée dans la limite du bon de commande et de l'accord-cadre établi.

Relations avec les propriétaires et exploitants riverains

Il est rappelé que la discussion et la concertation avec les propriétaires et exploitants sont à privilégier. Dans ce cadre l'entrepreneur veillera à se présenter auprès de ceux-ci s'ils sont présents sur le site avant toute intervention sur leur propriété.

Dans ses relations avec les riverains, l'entrepreneur peut s'appuyer sur la Déclaration d'Intérêt Général (DIG) qui a été approuvée en application de l'article L.211-7 du code de l'environnement et se référer également à l'article L215 18 du Code de l'environnement qui autorise le passage de l'entreprise pour l'exécution des travaux de restauration et d'entretien de la rivière dans le cadre de cette DIG et de l'autorisation environnementale pour ces travaux autorisés par arrêté préfectoral.

Le SIAC accorde une haute importance au bon déroulement des opérations avec les propriétaires privés et les représentants locaux.

Si besoin, il est demandé à l'entrepreneur de prendre contact avec les riverains au fur et à mesure de l'avancement du chantier pour les informer de la date de travaux sur leurs parcelles et pour s'entendre sur la destinée et l'évacuation des bois en cas de coupe pour accéder au cours d'eau.

3.4 Règles de passation des marchés publics

L'entreprise intervenant sera retenue sur la base d'un accord-cadre à bons de commande conclu dans le respect des prescriptions prévues dans le code de la commande publique.

Les marchés projetés étant inférieurs aux seuils européens, il n'a pas été prévu l'intervention de la Commission d'appel d'offres du SIAC.

4.1 Décomposition des coûts et prestations faisant l'objet de la délégation pour cette opération

Les coûts prévisionnels des opérations à réaliser se décompose de la manière suivante :

- Relevés et suivis topographiques préalables : 20 000 € HT
- Travaux de gestion sédimentaire : 50 000 € HT
- Inventaire faune/flore/milieu et suivi hydrobiologique : 10 000 € HT

Sur les deux années les montants prévisionnels se répartissent sur :

- 2023 : 30 000 € HT
- 2024 : 50 000 € HT

Soit 80 000 € HT sur 2 ans en fonction des priorités et des urgences à traiter décidées par l'EPCI-FP.

Ces coûts prévisionnels sont des montants maximums de dépenses : ils intègrent d'éventuels besoins d'interventions d'urgence en cas de crues exceptionnelles.

4.2 Taux de subventionnement attendus

Les taux d'aides affichés dans le tableau ci-dessous sont issus de l'actualisation de la fiche action B1-4 du Contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique à la suite des avenants 1 et 2.

Ces taux de financements restent donnés à titre indicatif dans l'attente des décisions des partenaires financiers qui seront amenées à statuer sur les dossiers de subvention lorsque les demandes seront effectuées (demandes réalisées avec les montants du marché de travaux attribué).

Sur les opérations estimées, les montants prévisionnels de subvention sont évalués de la manière suivante :

	Coûts prévisionnels et subventions estimées (en € HT)						
	Montant	Agence Eau		CD 74		Autofinancement	
		Taux subv	montant	Taux subv	montant	Taux	montant
Opérations de gestion sédimentaire dont travaux, topographie préalable, inventaires et suivis écologiques	80 000	50%	40 000	30%	24 000	20%	16 000
TOTAL € HT	80 000	50%	40 000	30%	24 000	20%	16 000
TOTAL € TTC	96 000	50%	48 000	30%	28 800	20%	19 200

Coûts prévisionnels et subventions estimées

Taux de tolérance consentie par l'autorité délégante vis-à-vis des coûts estimatifs validés : 10 %.

5 Autorisation d'engagement des dépenses accordée par l'autorité délégante**5.1 Autorisation d'engagement et fixation des montants d'objectifs globaux**

Vu le tableau de financement, la CCHC autorise le SIAC à engager et liquider les dépenses de cette opération de travaux dans les limites suivantes :

- Montant maximum des dépenses de l'opération en ce qui la concerne : 80 000 € H.T. sur 2 ans (2023-2024) + 10 % (taux de tolérance) = 88 000 € HT.

- Montant maximum net pour la CCHC : 19 200 € HT sur 2 ans (2023-2024) + 10 % (taux de tolérance)
= 21 120 € HT.

Les montants indiqués ci-dessus dans cet article 5 (montants d'objectifs globaux avec taux de tolérance et imprévus) sont les seuls montants contractuels que le SIAC se doit de respecter dans le cadre de l'application de la présente fiche opérationnelle.

Ces montants d'objectifs globaux pourront être réajustés par avenant à la présente convention sur demande motivée du SIAC en cours d'exécution du chantier.

5.2 Répartition des travaux et des dépenses communes

La présente fiche opérationnelle vaut validation du programme de l'opération.

6 Procédures d'autorisation et accord des propriétaires

Les travaux auront lieu sur des parcelles publiques appartenant à des communes du bassin versant, EPCI-FP membres du SIAC, et sur des parcelles privées. Il est, en effet, rappelé que le territoire d'intervention est composé de cours d'eau non domaniaux où les berges et le lit appartiennent aux propriétaires des parcelles riveraines

Pour rappel, ces travaux inscrits dans le plan de gestion pluriannuel de sédiments font l'objet de l'arrêté préfectoral n°DDT-2023-0532 du 30 mars 2023 autorisant les opérations au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, en ce qui concerne les rubriques :

- 3.1.5.0 : Travaux dans le lit mineur de nature à détruire les frayères (A)
- 3.2.1.0 : Entretien de cours d'eau avec extraction de sédiments dont le volume est supérieur à 2 000 m³ / an (A)

Une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) en application de l'article L.211-7 du code de l'environnement couvre les opérations à mener. La mise en œuvre des travaux implique un droit de passage institué par la servitude L. 215-18 du code de l'environnement couverte aussi par la DIG.

Dans tous les cas, les travaux seront exécutés de manière à ne pas nuire aux exploitations ou propriétés riveraines. Il appartiendra à l'entrepreneur et sous sa responsabilité, de s'entendre avec les riverains concernés pour assurer le bon déroulement de ses chantiers et la sécurité des abords.

L'entrepreneur sera responsable de tout dommage causé aux personnes, animaux, objets et installations. Il aura à sa charge le déplacement éventuel des clôtures, leur remise en place et réfection, ainsi que la remise en état des terrains et chemins d'accès qu'il aura pu endommager.

En cas de nécessité, des conventions entre le maître d'ouvrage et les propriétaires riverains et/ou les exploitants pourront être établies afin de clarifier les modalités de passages et d'interventions (constat d'état des lieux et conditions de remise en état).

7 Planning de réalisation des travaux

7.1 Durée des travaux

Les travaux seront réalisés au fur et à mesure de l'établissement des bons de commande. En cas d'édition de plusieurs bons de commande simultanée ou rapprochée dans le temps, seul le Maître d'ouvrage peut hiérarchiser l'urgence des travaux et modifier l'ordre de réalisation des travaux.

La durée de mise en œuvre de l'accord-cadre est prévue sur 16 mois septembre 2023 et fin décembre 2024.

Pour l'exécution des travaux, le délai de commencement et de réalisation seront fixés sur les bons de commande envoyés au prestataire préalablement à chaque chantier. Sauf mention contraire dans le bon de commande, les délais de réalisation des travaux débuteront à la date de réception du bon de commande.

Les délais qui seront spécifiés dans les bons de commande dépendront du montant des travaux :

Concernant les prestations suivantes : réunion préalable sur site pour métrés, quantification, levés topographiques, documents d'exécution et piquetage, le délai d'exécution à respecter est de 15 jours ouvrés maximum.

Concernant les travaux pour un bon de commande inférieur ou égal à 5 000 € H.T, le délai d'exécution à respecter sera de 30 jours calendaires maximum.

Concernant les travaux pour un bon de commande supérieur à 5 000 € H.T. et inférieur ou égal à 20 000 € H.T, le délai d'exécution à respecter est de 45 jours calendaires maximum.

Concernant les travaux pour un bon de commande supérieur à 20 000 € H.T, le délai d'exécution à respecter est de 60 jours calendaires maximum.

7.2 Période de réalisation des travaux

Les espèces inféodées aux milieux aquatiques sont particulièrement sensibles aux perturbations et aux dérangements que peut induire une intervention en période de reproduction. Il est donc recommandé aux intervenants d’être particulièrement vigilants :

- aux espèces piscicoles salmonidés de début octobre à début mars, période de frai durant laquelle il est nécessaire d’éviter toute intervention dans le lit mineur et la remise en suspension de sédiments pouvant entraîner un colmatage des frayères à salmonidés, (pour certaines espèces de première catégorie piscicole accompagnatrices des salmonidés, il est demandé d’être vigilant jusqu’en mai).
- à l’avifaune d’avril à juillet, période de reproduction durant laquelle les espèces présentes sur le secteur, sont sensibles au dérangement. Une attention particulière sera portée aux arbres et arbustes, cavités et sous berges, susceptibles d’abriter des nids garnis d’œufs.

Le tableau suivant indique le calendrier des cycles biologiques des différentes espèces susceptibles d’être concernées pas les travaux.

Cycles biologiques	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Frai des Salmonidés												
Frai de poissons d’autres familles												
Nidification d’oiseaux												
Reproduction d’amphibiens												

Calendrier des cycles biologiques de différentes espèces

Selon le type de travaux, certaines périodes sont donc plus propices que d’autres pour réaliser les interventions.

Tous travaux dans le lit mineur du cours d'eau sont interdits entre le 1er novembre et le 15 mars, afin de préserver la reproduction des poissons.

- Les travaux dans le lit mouillé devront avoir lieu entre début avril et fin octobre.
- Les travaux d'essartement de la végétation devront avoir lieu entre début août et fin février.

Ceci afin de limiter au maximum les perturbations de la faune et de la flore.

En période de reproduction des truites, du 1er novembre au 15 mars, les travaux de gestion des matériaux dans le lit mineur des cours d'eau piscicoles sont suspendus afin de préserver la reproduction des poissons, sauf dans les cas suivants :

- travaux d'urgence au cours d'une crue ;
- période d'assez des cours d'eau ;
- intervention lorsque la configuration du site permet d'éviter les départs de fines dans les cours d'eau lors de l'opération.

Les alevins passant la première partie de leur développement sous graviers, l'émergence dépend de la température de l'eau. Avant les travaux, le SIAC intégrera dans la fiche travaux de chaque site les données piscicoles pour déterminer les zones à forts enjeux. Les interventions dans le lit seront évitées durant les périodes mentionnées dans la fiche travaux. Cette fiche travaux sera fournie à l'entreprise préalablement au déclenchement des opérations sur le site concerné.

Dans les cours d'eau apiscicoles, lors de cette même période, le passage d'engin et les interventions pouvant perturber le lit mineur ou déclencher l'entraînement de fines sont limités au maximum et des dispositifs doivent être mis en place pour retenir les MES lorsque les débits ne permettent pas une dilution optimale.

Certaines interventions pourraient être prolongées sur des périodes non-favorables si l'absence d'enjeux est confirmée par le maître d'ouvrage. En aucun cas, le prestataire peut prendre le droit de mettre en œuvre des types de travaux qui n'ont pas été permis sur certaines périodes.

Le SIAC s'engage à respecter les délais de réalisation des travaux, afin qu'ils correspondent aux périodes favorables sans incidences pour la faune et la flore, hors cas de crue et d'intervention d'urgence.

8 **Financement et programmation prévisionnelle des flux financiers**

8.1 **Appels de fonds**

Exercice 2023 : pour cette opération, les appels de fonds du SIAC auprès de la CCPEVA porteront sur les travaux prévisionnels fixés préalablement sur cette année (appels de fonds : opérations de fonctionnement en délégation de compétences pour travaux d'entretien du contrat de rivières).

Exercice 2024 : le solde de l'opération en fonction des travaux réalisés validés par l'EPCI-FP (contribution selon les clés de répartition statutaires fixées pour les adhérents en transfert de compétence GeMAPI).

Il est attendu la perception de subvention sur l'exercice compte tenu de la date prévisionnelle d'examen des dossiers par les financeurs et de la date de démarrage des travaux.

9 **Portage des besoins de trésorerie**

Pour 2023, les appels de fonds représentent ou représenteront la totalité des dépenses prévisionnelles payées ou à régler, acomptes de subvention encaissés déduits le cas échéant.

Pour 2024, les contributions s'effectueront selon les clés de répartition statutaires fixées pour les adhérents en transfert de compétence GeMAPI, subvention encaissée (acomptes et soldes) éventuellement déduite.

L'encaissement du solde de subvention pouvant être très long, le recours à une ligne de trésorerie ou une avance de trésorerie de la part de la CCHC pourrait s'avérer nécessaire.

10 Modalités d'association des représentants de l'autorité délégante au déroulement des travaux

Les représentants de l'autorité délégante (CCHC) seront invités aux réunions de chantier (réunion de démarrage et de réception en cours d'exécution du chantier). Ils seront destinataires des comptes rendus. Ils seront invités aux opérations de réception partielles ou totale ainsi qu'à tous les événements organisés en lien avec l'opération.

11 Contrôle administratif et technique

Les représentants de l'autorité délégante pourront consulter les pièces des marchés publics/accords-cadres, les factures et plus généralement toutes les pièces techniques et comptables. Celles-ci seront mises à disposition pour consultation au siège du SIAC.

12 Durée de la convention et achèvement de la mission

La convention est conclue pour la durée des travaux ; levée des réserves, réception définitive et traitement de la dernière obligation comptable (retenue de garantie, encaissement du solde des subventions etc...) comprise.

13 Assurances, capacité d'ester en justice et rémunération

Le SIAC contractera les assurances nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Le SIAC pourra ester en justice au nom et pour le compte de la CCHC pour tout précontentieux et contentieux relatif au déroulement de l'opération et à l'exécution des travaux. Il tiendra informé la CCHC de ces contentieux et la consultera préalablement à toute démarche, procédure et au cours du déroulement des procédures.

Pour les missions prévues dans le cadre de la présente convention, le SIAC ne percevra pas de rémunération spécifique, ses coûts étant couverts par les participations versées par les EPCI membres à ce titre en application de la clé de contribution aux actions du contrat de rivières (animation et études générales par référence à l'item 12 de l'article 211-7 du Code de l'Environnement).

Fait à THONON LES BAINS, le

En deux exemplaires originaux

Pour la CCHC,
Le Président, Fabien TROMBERT

Pour le SIAC,
La Présidente, Géraldine PFLIEGER